

<http://www.econospheres.be/Volet-1-La-Chine-ennemi-numero-1-de-Washington>



Dossier : La rivalité sino-américaine.

Volet 1 : La Chine : ennemi numéro 1 de Washington

- Archives Textes -



Date de mise en ligne : vendredi 29 juin 2018

Copyright © Éconosphères - Tous droits réservés

Avec la hausse soudaine des droits douaniers sur l'acier et l'aluminium, le gouvernement américain a déclaré ouverte une guerre commerciale mondiale. Si les Européens semblent les plus touchés, la Chine est pourtant la première visée, même si les deux produits incriminés ne figurent pas parmi les exportations majeures de l'« empire du Milieu » [1] aux États-Unis. Cet épisode est l'apothéose de vingt-cinq années de dénigrement du pays asiatique par les États-Unis pour en faire aujourd'hui l'ennemi public numéro un. En une série de cinq analyses, le Gresea propose de revenir sur cet axe fondamental de l'économie mondiale contemporaine.

Au moment de la fin de la guerre froide et de l'effondrement de l'URSS, les experts américains en stratégie étaient euphoriques : les États-Unis n'avaient plus d'adversaire à leur taille ; pour la première fois de l'histoire, un État pouvait savourer le moment unique d'un pouvoir incontesté.

Quelque vingt-cinq ans plus tard, la situation a totalement changé. La Russie s'est redressée et défie de nouveau Washington. Des pays réfractaires [2], comme l'Iran, la Corée du Nord, Cuba, le Venezuela et la Syrie, résistent. Même l'Europe n'est pas unie derrière la Maison-Blanche. L'Allemagne, la France et la Belgique notamment ont refusé de participer à une nouvelle guerre en Irak en 2003. La Grande-Bretagne, autrefois alliée indéfectible des États-Unis, est plus réservée à se lancer dans un nouveau conflit armé à l'étranger.

Mais, dans tout ce lot de déboires diplomatiques américains, le cas le plus grave est celui de l'émergence d'une puissance capable de concurrencer le pays dans quasiment tous les domaines, la Chine. Certes, la contestation est sans doute faible au niveau idéologique, Beijing n'insistant guère sur son caractère socialiste [3] pour s'imposer sur le plan mondial (contrairement autrefois à l'URSS). En revanche, en ce qui concerne l'économie, les capacités militaires, les relations culturelles et stratégiques, la Chine progresse à grands pas, rattrapant petit à petit son retard sur les autres nations industriellement avancées et donc également sur le leader états-unien.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de 1991. Il n'est plus unipolaire, comme l'ont chanté les conservateurs américains de tout bord, pour autant qu'il ne l'ait jamais été. Au contraire, il est multipolaire, avec l'apparition de tensions croissantes entre États puissants qui peuvent entraîner la planète dans une nouvelle conflagration.

L'hégémonie qui se voulait totale

La droite extrême outre-Atlantique peut affirmer qu'elle avait prévu l'effondrement soviétique et féliciter Ronald Reagan d'avoir lancé sa croisade anticommuniste lors de son élection en 1980. La fin de la guerre froide a, en fait, surpris les plus zélés des stratèges américains, y compris les spécialistes de l'URSS. Il a fallu du temps à la Maison-Blanche avant de concocter de nouvelles orientations pour l'ère qui s'ouvrait au tournant des années 1990. Depuis la Seconde Guerre mondiale, Washington avait toujours vécu avec un ennemi sur la scène internationale. Soudainement, elle n'en avait plus.

Dick Cheney, alors secrétaire [4] à la Défense sous la présidence de George Bush Sr, charge alors Paul Wolfowitz, sous-secrétaire à la politique de Défense, de rédiger un rapport secret sur les directions que devraient prendre les États-Unis à l'avenir, maintenant que l'URSS n'est plus. Malheureusement pour eux, des fuites sur les intentions des auteurs paraissent dans la presse, notamment par le biais du *Time*, prestigieux hebdomadaire américain. L'aspect le plus scandaleux de ces révélations est que les promoteurs du projet veulent empêcher à tout prix l'arrivée sur la scène internationale d'un État capable de rivaliser avec les États-Unis, comme l'avait fait l'URSS par le passé. De quoi réveiller les consciences dans toutes les capitales du monde, qui contestent ces velléités de nature impériale.

Le texte final officiellement diffusé ne retiendra pas la formulation proposée initialement par Wolfowitz, car trop crue [5]. Mais il n'empêche que l'intention avouée restera celle exprimée dans le premier document.

En 1997, dans « Le grand échiquier », un ouvrage majeur sur la stratégie américaine à mener dans les relations internationales, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, donc démocrate [6], exprime exactement cette volonté dominante. Il résume ce qu'il incombe de faire aux États-Unis : « En premier lieu, identifier les États possédant une réelle dynamique géostratégique, et capables de susciter un bouleversement important dans la distribution internationale du pouvoir. (...) En second lieu, formuler des politiques spécifiques pour contrebalancer les effets néfastes des politiques initiées par ces États ; définir les moyens de les associer ou de les contrôler, de façon à préserver et à promouvoir les intérêts vitaux des États-Unis ; élaborer une réflexion géostratégique globale qui intègre et harmonise, à l'échelle planétaire, les diverses politiques régionales des États-Unis ». Plus directement, il ajoute : « Dans la terminologie abrupte des empires du passé, les trois grands impératifs géostratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives » [7].

À l'époque, aucune puissance adverse n'émerge véritablement : la Russie connaît, ce que Joseph Stiglitz appelle la plus grande catastrophe économique en temps de paix ; le Japon, qui avait fait figure d'épouvantail économique dans les années 1980, n'arrive pas à sortir d'une longue crise économique ; les pays européens cherchent des politiques communes ; la Chine reste un pays relativement peu développé, à l'exception de certaines régions côtières.

Michael Pillsbury est un des artisans du changement de perspective et de l'inquiétude croissante que suscite aux États-Unis le développement chinois. Présent sur la place Tiananmen en 1989 à l'occasion des révoltes étudiantes, il condamne violemment l'intervention des forces de l'ordre et prend en grippe le gouvernement de Beijing. Dès les années 1990, il publie plusieurs livres contre l'empire du Milieu qui sont édités par l'université de la défense nationale, liée au département de la Défense [8].

En 1998, il écrit un ouvrage intitulé « Comment la Chine voit la guerre du futur » [9]. Il y dénonce un pouvoir qui n'aurait de cesse de vouloir vaincre les États-Unis et de prendre sa revanche sur deux siècles d'histoire, au cours desquels le pays serait passé de nation prospère [10] à l'une des plus pauvres de la planète. Beijing « mettrait toute son énergie à développer les armes les plus efficaces et les plus économiques, pour surprendre l'adversaire avec trahison et fourberie ». [11] Cet ancien fonctionnaire du Pentagone sous Reagan et Bush Sr exhorte ses concitoyens à se méfier de cet État asiatique.

Il faut préciser qu'à cette époque, la Chine était plutôt bien vue, puisqu'elle avait signé des accords avec Washington contre l'URSS. Le président démocrate Bill Clinton (1993-2001) considérait le pays comme un partenaire stratégique. Mais, depuis lors, Michael Pillsbury a participé à plusieurs documents pour dénoncer la politique chinoise de renforcement militaire et d'expansion internationale. Depuis 2004, il est consultant pour le Pentagone et travaille pour le Hudson Institute, un centre de recherches conservateur.

Il est rejoint en 1997 par deux journalistes d'extrême droite qui veulent ouvrir les yeux de la population face à la nouvelle menace « jaune ». Leur ouvrage, peu ambigu, s'intitule « The Coming War with China » (La guerre prochaine avec la Chine).

Ils écrivent sans ambages : « le but que poursuivent les États-Unis en Asie depuis près d'un siècle consiste à empêcher qu'un seul État ne domine cette région ; or c'est précisément ce que la Chine cherche à faire aujourd'hui. Les ambitions chinoises et les intérêts américains ne peuvent donc que se heurter, et l'ampleur de cette collision éclipsé déjà l'Europe, tant sur le plan stratégique qu'économique. La partie qui se joue en Asie est, tout comme au

XIXe siècle, un jeu de pouvoir où la Chine va menacer l'équilibre précaire sur lequel les États-Unis veillent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » [12]

Ils précisent : « La Chine ne remplace pas la menace soviétique, elle conteste le pouvoir des États-Unis d'une manière plus difficile à cerner : elle n'est pas une puissance militaire fondée sur une économie fragile, mais une formidable machine économique engendrant une force militaire non négligeable. L'élément clé, c'est la régularité avec laquelle la puissance chinoise s'affermi, en Chine, comme dans le reste de l'Asie et du monde. Le rôle qu'envisage de jouer la Chine sur la scène internationale et les relations qu'elle tisse avec des pays occidentaux rivaux sont néfastes pour les États-Unis. » [13] Et ils concluent donc : « À ce titre, d'alliée stratégique des États-Unis, elle deviendra son adversaire durable » [14].

Ils proposent de contenir Beijing dans ses relations avec ses voisins et ses pratiques commerciales. En outre, ils appellent les autorités américaines à promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme en Chine, avec l'espoir que partagent beaucoup de dirigeants outre-Atlantique que la démocratie soit synonyme de libre-échange, de suivi strict des droits de la concurrence (au plan formel au moins) et de rapports pacifiques au niveau mondial.

En 1996, Samuel Huntington écrit « Le Choc des civilisations », un livre qui a eu une certaine importance du fait que son auteur était connu comme politologue spécialisé. Ce conservateur annonce une nouvelle ère de conflits entre nations, peuples et territoires appartenant à des civilisations différentes. Mais il propose aussi à Washington de se méfier de la Chine et, pour cela, de « freiner le développement militaire » de la Chine et de ses alliés, d'empêcher le Japon de se rapprocher de la Chine, de « maintenir la supériorité technologique et militaire de l'Occident » sur les autres. [15] Il précise notamment : « L'émergence de la Chine comme puissance dominante en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est serait contraire aux intérêts américains tels qu'ils ont été historiquement définis. » [16]

Pour sa part, Zbigniew Brzezinski ne s'inquiète pas encore de Beijing. Il craint davantage une alliance russo-chinoise avec rapprochement possible avec l'Iran, qui établirait sur ce vaste continent eurasiatique, auquel les États-Unis n'appartiennent pas, une formidable puissance capable de rivaliser avec Washington [17]. Mais les avis commencent à converger au sujet de cette montée presque inexorable d'un pays dont la croissance économique moyenne avoisine alors les 10% par an.

C'est dans ce contexte que le PNAC (Project for the New American Century [18]) est fondé par deux penseurs néoconservateurs, Robert Kagan et William Kristol. Leur projet est plus large et vise notamment une nouvelle guerre contre l'Irak, en vue de se débarrasser de Saddam Hussein. Pour ces auteurs, Beijing est un objet de préoccupation tout aussi important.

En 2000, ils éditent un ouvrage intitulé « *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy* » (Dangers actuels. Crise et opportunité dans la politique étrangère et de défense américaine). Ce titre fait référence au comité sur le danger actuel, créé en 1976 avec pour but de souligner la dangerosité à l'époque de l'URSS et de ses capacités à surpasser les États-Unis dans le domaine militaire. Cet organe avait contribué à la victoire de Ronald Reagan aux élections de novembre 1980 et composé en partie son administration. Le but est ici similaire en donnant la parole avant les élections de novembre 2000 à des personnalités du mouvement conservateur comme Richard Perle, Paul Wolfowitz ou Elliott Abrams qui auront des postes de responsabilité sous l'ère Bush Jr. (2001-2009).

Dès la préface du livre, les auteurs énumèrent les dangers actuels pour la Maison-Blanche, dont le tout premier est « l'émergence de la Chine comme une puissance forte, déterminée et potentiellement hostile ». [19] L'un des essayistes choisis pour dénoncer la menace « jaune » est Ross Munro, qui avait coécrit en 1997 « *The Coming War with China* ».

Mais, même chez William Bennet, ancien secrétaire à l'Éducation sous Reagan (1985-1988), chargé de critiquer la politique étrangère américaine, il y a un couplet contre Beijing : « Le défi d'une nation comme la Chine qui considère

la liberté comme une menace et viole de manière continue et délibérée les droits de ses propres citoyens, nous confronte à la possibilité bien réelle d'une autre confrontation sérieuse et prolongée avec un État bien armé et dangereux - avec le problème que la Chine aurait, pour nous embêter, des ressources financières beaucoup plus importantes telles que les Soviétiques n'en ont jamais pu rêver. De plus, la région du monde que la Chine cherche à dominer - les nations asiatiques vivant sous son influence géante - détient une capacité productive avec des possibilités économiques extraordinaires qui dépassent de loin l'impact commercial qu'a pu avoir le pacte de Varsovie sur les États-Unis ou ses alliés pendant les années de guerre froide. » [20]

La victoire républicaine en 2000 amène à la présidence George Bush Jr., qui précise immédiatement que la Chine est un concurrent stratégique. Son administration va d'ailleurs mener une politique visant à contenir le développement et l'expansion chinois à travers le contrôle sur les matières premières, principalement énergétiques, au Moyen-Orient. Celles-ci servent, en effet, de façon décisive à l'économie asiatique. Dans ce cadre, une attaque contre l'Irak pour renverser Saddam Hussein est défendue par les conservateurs.

Définitivement, Beijing est perçu comme l'adversaire que Washington aurait voulu ne jamais avoir. En 2005, le rapport annuel du Pentagone affirme que la Chine représente la menace à long terme la plus sérieuse pour la sécurité globale des États-Unis. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, va qualifier la militarisation de la Chine « de défi à l'ordre mondial ». [21]

Malheureusement pour cette droite extrême, les opérations militaires menées aussi bien en Afghanistan qu'en Irak vont tourner au fiasco politique. Il va falloir un président démocrate pour redresser la barre sur le plan économique face à la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale et sur le plan politique international pour participer à nouveau aux activités multilatérales comme premier des pairs [22].

Ce n'est pas pour autant que Barack Obama ne va pas suivre ses prédécesseurs immédiats dans l'affirmation d'une politique chinoise ferme pour défendre les intérêts américains. Une des raisons de sa volonté de se désengager en Afghanistan et en Irak réside dans le fait de pouvoir déployer les forces armées en Asie de l'Est, face à la Chine. L'administration Obama vise également à déplacer le centre stratégique de la politique étrangère américaine du Moyen-Orient vers l'Asie centrale, ce vaste territoire peu peuplé issu de la dislocation de l'URSS.

La montée inexorable de la Chine

Pendant ce temps, l'empire du Milieu continue de se développer à une vitesse exceptionnelle. Selon les données d'Angus Maddison, un des grands spécialistes des statistiques sur le long terme, le PIB réel à parité de pouvoir d'achat [23] chinois a augmenté entre 1950 et 2008 (avant la crise des subprimes [24]) de 6,4% par an (sur 58 années donc) [25] en moyenne. C'est phénoménal. Aucun pays dans le monde n'a connu une telle performance [26].

En comparaison, la croissance mondiale ne s'élève qu'à 4% en moyenne annuelle. Celle de l'Allemagne, de la France et des États-Unis ne s'élève quant à elle qu'à 3,3% [27]. Sur les dernières années, de 1990 à 2008, la hausse du PIB chinois est passée à 8,3% en moyenne par an, contre seulement 2,8% pour les États-Unis. Or, depuis la crise de 2007-2008, la Chine est responsable d'un tiers de la croissance mondiale contre à peine un septième pour les États-Unis [28].

À ce rythme continu, la Chine va bientôt dépasser les États-Unis comme première puissance économique mondiale. Les prévisions les plus optimistes tablent sur 2030, les plus pessimistes sur 2050. Mais le phénomène semble irréversible.

« Selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) et la Commission européenne, en 2050 le poids économique de l'Inde et de la Chine serait similaire à celui des États-Unis et de l'Union européenne.

Volet 1 : La Chine : ennemi numéro 1 de Washington

Celui de la Chine (25% du PIB mondial) dépasserait celui des États-Unis (19%). » [\[29\]](#)

On comprend dès lors qu'à Washington, les esprits s'échauffent. En effet, au-delà du rattrapage, plusieurs raisons suscitent l'exaspération des Américains. Tout d'abord, Beijing oriente de plus en plus son développement sur les secteurs technologiques de pointe, là où la supériorité américaine était quasi indiscutable. Ensuite elle élargit ses capacités militaires ainsi que ses composantes manufacturières avancées, jusqu'à concurrencer le Pentagone en ce domaine et compose sa stratégie à partir d'un centre étatique comme l'avaient élaboré auparavant le Japon et puis les autres tigres et dragons, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour.

Comme le note le dernier rapport américain sur la Sécurité nationale : « La Chine et la Russie ont commencé à réaffirmer leur influence à l'échelle régionale et mondiale. Aujourd'hui, ils mettent en place des forces militaires en vue d'empêcher les accès aux États-Unis en temps de crise et pour contester notre capacité à opérer librement dans des zones commerciales critiques en temps de paix. Bref, ils contestent nos avantages géopolitiques et tentent de changer l'ordre international en leur faveur. » [\[30\]](#)

Le moment de l'unipolarité incontestée est bien loin. Mais certains, notamment les forces les plus conservatrices aux États-Unis, ne veulent pas en entendre parler. Pour essayer de parer à cette montée inexorable de la Chine surtout, les républicains, majoritaires au Congrès, ont imposé à Bill Clinton la constitution d'un nouvel organe, la Commission d'examen des relations économiques et sécuritaires entre les États-Unis et la Chine [\[31\]](#). Celui-ci est composé de onze ou douze parlementaires venus des bancs républicains et démocrates à proportion presque égale, en vue d'analyser les problèmes que pose le développement chinois en matière de supériorité économique, technologique et militaire. La commission doit également proposer à la Maison-Blanche des mesures adaptées pour y faire face. Les stratégies aussi bien de George Bush Jr., que de Barack Obama ou, aujourd'hui, de Donald Trump sont clairement définies pour contrecarrer l'avancée chinoise.

En revanche, ces dernières années, sous l'impulsion du nouveau président Xi Jinping, Beijing a lancé deux initiatives de grande envergure, les « nouvelles routes de la soie », d'une part, et « Made in China 2025 », d'autre part. La première a pour objectif affiché de développer les infrastructures en Asie centrale et de relier ainsi, comme par le passé, la Chine à l'Europe occidentale. La seconde vise à accroître les capacités technologiques de la Chine pour faire entrer de plain-pied le pays dans l'ère de la robotisation et de la numérisation.

Pour lire le volet 2 « Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale », cliquez [ici](#)

Pour lire le 3e volet, « Made in China », cliquez [ici](#)

Pour lire le 4e volet, « La Commission antichinoise des États-Unis », cliquez [ici](#)

Pour lire le 5e volet, « Une rivalité accrue dans tous les domaines », cliquez [ici](#)

Pour citer cet article :

Volet 1 : La Chine : ennemi numéro 1 de Washington

Henri Houben, « La Chine : ennemi numéro 1 de Washington » juin 2018, texte disponible à l'adresse : <http://www.econospheres.be/Volet-1-La-Chine-ennemi-numero-1-de-Washington>

[1] En français, on utilise ce terme pour désigner la Chine. En fait, la notion employée était, en traduction du chinois, le pays du milieu, qui a été indiqué dans les accords commerciaux conclus après les guerres honteuses de l'opium au XIXe siècle. Et, depuis 1912, il n'y a plus d'empereur, le dernier ayant été destitué par la révolution nationale menée par Sun Yat-sen.

[2] Selon la vision américaine.

[3] Ce caractère est d'ailleurs de plus en plus discuté.

[4] Secrétaire aux États-Unis signifie ministre.

[5] Pierre Melandri et Justin Vaïsse, L'Empire du Milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide », éditions Odile Jacob, Paris, 2001, p.67.

[6] Alors que Bush, Cheney et Wolfowitz sont républicains.

[7] Zbigniew Brzezinski, Le Grand Échiquier, Bayard Éditions, Paris, 1997, p.67-68.

[8] National Defense University (NDU).

[9] Chinese Views of Future Warfare.

[10] Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, la Chine apparaît comme une des premières puissances du monde. Voir à ce sujet la rencontre entre l'empereur mandchou Qianlong et l'ambassade britannique venue au nom de la Compagnie des Indes orientales (Alain Peyrefitte, L'Empire immobile ou le choc des mondes, Fayard, Paris, 1989).

[11] Jean-François Susbielle, Chine-USA. La guerre programmée, Éditions Générales First, Paris, 2006, p.246.

[12] Richard Bernstein & Ross Munro, Chine-Etats-Unis : danger, éditions Bleu de Chine, Paris, 1998, p.13.

[13] Richard Bernstein & Ross Munro, op. cit., p.28.

[14] Richard Bernstein & Ross Munro, op. cit., p.21.

[15] Samuel Huntington, Le Choc des civilisations, éditions Odile Jacob, Paris, 2000, p.470.

[16] Samuel Huntington, op. cit., p.471-472.

[17] Zbigniew Brzezinski, op. cit., p.84.

[18] Projet pour un nouveau siècle américain. Le XXe siècle a été celui des États-Unis. Qu'il en soit de même pour le suivant.

[19] Robert Kagan and William Kristol, Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy, Encounter Books, San Francisco, 2000, p.vii.

Volet 1 : La Chine : ennemi numéro 1 de Washington

[20] William Bennett, « Morality, Character and American Foreign Policy », in Robert Kagan and William Kristol, op. cit., p.302-303.

[21] Jean-François Susbielle, Chine-USA. La guerre programmée, Éditions Générales First, Paris, 2006, p.182-183.

[22] Primus inter pares, comme aimait à se faire passer l'empereur romain Auguste.

[23] Le Produit intérieur brut (PIB) est la richesse marchande et monétaire produite en un an dans un pays. Le terme 'réel' signifie qu'on supprime l'effet de la hausse des prix, l'inflation. Enfin, la parité de pouvoir d'achat indique que l'on compare la richesse par pays au même niveau de prix. Souvent, on utilise le produit MacDo et ses ingrédients ainsi que les prix qu'ils coûtent pour ramener les chiffres de la production à la même échelle, ce à quoi ils correspondent pour un citoyen moyen.

[24] La crise des subprimes (2007-2008) est celle qui est née de prêts hypothécaires accordés à des familles qui n'étaient pas en capacité de rembourser (les dits subprimes).

[25] Calculs sur base Angus Maddison, Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD :

http://www.ggd.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_02-2010.xls. Angus Maddison étant mort en 2010, d'autres spécialistes ont pris sa relève dans le Maddison Project.

[26] En fait, les statistiques d'Angus Maddison montrent quelques pays qui font mieux : la Guinée Équatoriale, Oman, Taïwan, les Émirats arabes unis, le Botswana, Singapour, la Corée du Sud, Hong Kong et la Jordanie. En fait, ce sont de petits États qui sont partis d'un niveau très bas, qui ont bénéficié d'une manne énergétique non négligeable, qui ont été largement aidés par Washington comme Taïwan et la Corée du Sud ou qui ont, comme Singapour et Hong Kong, concentré chez eux l'activité de toute une région. Ce n'est guère représentatif.

[27] Le Japon, miraculé entre 1950 et 1990, atteint 5,1%.

[28] Calculs sur base de Banque mondiale, base de données, PIB à prix constants en dollars.

[29] Jean-Christophe Defraigne, « Le projet mercantiliste de Trump : une tentative pour les firmes américaines de garder le contrôle de la chaîne de valeur face à la montée des économies émergentes et à la Chine dans une période de de crise mondiale » in Michel Korinman (dir.), Les leçons de Donald Trump, éditions L'Esprit du Temps, Bègles, 2017, p.47.

[30] National Security Strategy of the United States of America, décembre 2017, p.27.

[31] U.S.-China Economic and Security Review Commission.